



Déclaration liminaire du SE-UNSA pour la CAPA d'installation des Professeurs Certifiés du 10 janvier 2019.

Madame la Rectrice,

Mesdames, Messieurs, membres et participants de cette CAPA,

Les élu·e·s du SE-Unsa commencent par vous présenter leurs meilleurs vœux et, à chacun et chacune d'entre vous, une année à venir florissante de joies et de réussites.

Cependant, nous craignons fort que cela s'applique à des échelles personnelles et non à l'échelle de notre ministère et ce, dans tous ces champs d'intervention. Il est évidemment plus facile, hier encore, de commenter un inutile « observatoire de la rémunération des professeurs » devant un parterre qui n'aura pas lu les documents de l'OCDE.

Notre ministre fait semblant de ne pas savoir que la part pour la dépense d'éducation en France a baissé depuis 1996, à l'inverse de nos pays voisins. De même, il prétend compenser la suppression de postes dans le second degré, qu'il a camouflée, par une hausse des heures supplémentaires. Même si notre académie semble moins touchée que les autres, nous ne pouvons pas accepter ce « tour de passe-passe » qu'il nous impose. Le même, à propos des « stylos rouges » parle d'une crise des organisations syndicales enseignantes alors que les toutes récentes élections ont vu une hausse de la participation, malgré des conditions de vote compliquées qui ont été plusieurs fois signalées. Tant que nous en avons encore le droit, en dépit des circulaires ministérielles et avant les délétables conséquences annoncées par « CAP 2022 », le SE-Unsa constate que l'École de la confiance se limite à un artifice de communication d'un ministre plus habitué à discuter avec des journalistes non spécialisé·e·s qu'avec des représentant·e·s des personnels.

Dans un contexte de défiance toujours plus croissante envers la parole politique ou publique, contrairement à notre ministre, le SE-Unsa continuera de tenir un langage honnête. Nous continuerons d'avoir une position réformatrice, ne disant ni oui par facilité ni non par principe. S'il y a des éléments à changer dans l'éducation, comme dans la fonction publique (ne serait ce que dégeler le point d'indice et autres mesures concernant le pouvoir d'achat des personnels...) ce ne doit jamais être dicté par des coupes budgétaires, qui se font principalement au détriment des plus

défavorisé-e-s. C'est aussi cela le principal élément à retenir du soutien de la population au mouvement des gilets jaunes.

Les annonces en termes de gestion des ressources humaines dessinent un parcours plus individualisé. Il faudrait néanmoins être plus clair sur ce que signifie GRH de proximité au-delà du slogan, car pour le moment les personnels ne se sentent ni mieux suivis, ni mieux accompagnés par leur employeur dans les dédales administratifs de notre grande maison Education Nationale.

Ces annonces peuvent venir renforcer une évolution libérale et très déconcentrée de notre système éducatif. Il est encore possible de choisir une option plus humaine, qui lie l'individu et le collectif, au service de la réussite de chaque jeune et dans le respect des personnels. Une option qui améliore la formation, l'accompagnement de nos collègues dans le cadre d'une évolution du système éducatif, c'est ce que l'UNSA Éducation continuera de défendre dans toutes les instances.

Les expérimentations entamées dans notre académie ne pourront être généralisées qu'au terme d'une véritable évaluation selon des critères et indicateurs qui auront été co-validés.

Ainsi à l'échelon académique, les élu-e-s du SE-Unsa, conforté-e-s par une nouvelle hausse du nombre de votes en leur faveur, continueront à porter un message exigeant et constructif, pour nos collègues et pour nos élèves.

Philippe CARON

Pascal DESTRES

Laurence PLOUVIEZ